

# En Europe l'internationalisme prolétarien

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57<sup>e</sup> Année. — Nouvelle Série. — N° 343  
JEUDI 15 JANVIER 1953  
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

Pour un 3<sup>e</sup> Front International Révolutionnaire

## doit faire échec à la coalition fasciste

### Face à la réaction la F. A. sera à l'avant-garde

Nous avons vu juste lorsque nous prévoyions Mayer comme probable successeur de Pinay (1). C'est que M. René Mayer présente exactement le passé, les relations et les qualités requises pour donner à la politique française une continuité caractérisée par la défense des catégories privilégiées et une politique antiouvrière de plus en plus rigoureuse. Homme des banques et politicien, il a su passer de la III<sup>e</sup> République à Vichy, puis de Giraud à de Gaulle avec une souplesse inégalable et il ne faut pas oublier que l'ambassade U.S.A. fit pression sur Queuille, sans succès, pour imposer Mayer comme ministre des Finances. Par surcroît Mayer fut longtemps partisan de l'entente avec les gaullistes matérialisée par un gouvernement de Gaule-Mayer. Le récent vote d'investiture donné par le R.P.F. et l'abandon de l'armée européenne par Mayer prouvent qu'il reste quelque chose des anciens penchants gaullistes du nouveau chef du gouvernement. L'appartenance radicale ne signifie rien, elle n'est que le moyen pour beaucoup de politiciens de s'abstenir d'une étiquette ouvertement réactionnaire tout en se réservant de faire n'importe quelle politique.

Le gouvernement Mayer est la suite logique du gouvernement Pinay, même si le programme Mayer est différent du programme Pinay sur des points de détail.

Comme nous l'avions prévu, c'est une équipe de rechange — avec beaucoup de noms déjà connus dans le ministère précédent — pour une même politique.

Mais entendons-nous : cette continuité n'est pas une identité, un maintien d'un certain degré de conservatisme. Non. Il s'agit d'une continuité en mouvement, vers un pouvoir d'Etat de plus en plus fort, pour une politique de classe de plus en plus réactionnaire.

Pinay, c'était la politique de Ramadier, de Queuille, de Schuman, mais accentuée. Mayer ce sera la politique de Pinay mais aggravée. Et demain, le successeur de Mayer sera plus proche encore d'un fascisme authentique.

Nous en sommes pour l'instant, si l'on veut, à peu près à la république des pleins pouvoirs et de la répression de 1938, sans Daladier.

Mais la bourgeoisie française, qui voudrait bien sans doute faire l'économie d'une expérience totalitaire, qui préférerait éviter le développement du dirigisme étatique, éviter la marche vers un national-capitalisme, est contrainte par les impératifs économiques et financiers de marcher vers une « solution », une « mise en ordre » qui ne peut être que totalitaire.

Ce ne sera peut-être pas de Gaulle, encore qu'il puisse — même si le R.P.F. s'écroule — apporter son prestige pas encore tout à fait vermoulu, comme couverture d'une équipe fasciste. Mais de toute façon, l'Etat français progresse inexorablement vers le renforcement du pouvoir, l'écrasement des moindres garanties, l'avalissement de la classe ouvrière.

Quelle va être la réaction des masses condamnées à la misère, au chômage, à l'esclavage ? Elles sont à la croisée des chemins : ou bien la désespérance, la remise de leur sort aux mains d'un homme ou d'une clique capable d'apporter quelques apparentes satisfactions, quelques lois sociales, moyennant leur parfaite soumission de bétail pour la superproduction et le carnage, ou bien la lutte acharnée, quotidienne, contre le patronat et l'Etat, et à travers tous ces combats de détail, la renaissance ouvrière, la montée de la combativité et de la confiance, et la seule solution : la Révolution.

La Fédération Anarchiste est présente, ses militants à l'avant-garde de tous les combats pour que la Révolution l'emporte. Le fascisme n'a pas encore la victoire !

(1) Voir Lib. n° 341.

### AU CONSEIL DE L'EUROPE le nationalisme fasciste s'impose

Nous ne nous étions jamais fait d'illusions ni sur les possibilités, ni sur la valeur d'une unification éventuelle de l'Europe sous l'égide des tenants actuels.

Connaissant d'une part l'enracinement des préjugés chauvins de ceux qui sont actuellement en présence, et d'autre part les différents intérêts qui les animent, nous ne voyons pas les choses aller bien loin.

Néanmoins, nous ne pensions pas que cela pût se manifester si tôt et d'une façon aussi facétieuse.

Les habitudes facétieuses de comédiens des polichinelles de la politique nous laissent entrevoir une pièce au dénouement plus lointain.

Les dispositions d'esprit des différents représentants resurgissent étrangement au début de cette session constitutionnelle. D'abord chacun s'exprime dans la langue nationale, alors que dans les assemblées internationales précédentes on réussissait très bien à s'exprimer en se limitant à l'usage du français et de l'anglais. Puis, comme pour bien délimiter jusqu'où allait leur internationalisme, les huissiers accompagnant les divers représentants firent une entrée triomphale, rivalisant de décorations et de rubans aux couleurs nationales. Il est donc difficile en la circonstance d'être plus ridicule, c'est tout au moins notre avis.

De ce fait, on comprend mieux aujourd'hui ce que recherchent surtout les Spaak, les Reynaud, les Teitgen, etc... Ils ne désirent nullement une suppression de frontières, mais un accord passager, une petite coalition, une sorte d'association ayant simplement pour but de faire obstacle à d'autres concurrents du moment.

On sait qu'une commission constitutionnelle avait été chargée, le 10 septembre dernier, d'élaborer un projet de constitution politique de l'Europe.

Du projet présenté par cette commission et des discussions qui en résultèrent, il ressort qu'aujourd'hui l'Assemblée Constitutionnelle de l'Europe a arrêté le

**Portrait express :  
BOUTÉMY  
un ignoble salaud !**

A. Boutémy est désormais ministre de la Santé. Il a quarante-sept ans. Jadis fonctionnaire aux Finances.

Puis directeur des Renseignements généraux sous Vichy, c'est-à-dire pourvoyeur des camps de concentration (et peut-être aussi de Struthof, d'où le ministère de la Santé ?). Egalement super-préfet à Lyon.

Bien étrange (2), saut vers les hautes destinées.

Il trouve prudent de démissionner de l'Administration en 1945.

Est alors préfet honoraire.

On le retrouve administrateur de société.

Elu le 18 mai 1952 comme sénateur de Seine-et-Marne (honte aux votants).

Cette crapule en voie d'avancement n'avait jamais fait partie d'un gouvernement.

principe d'une Assemblée européenne, élue au suffrage universel.

En tous cas, on peut affirmer que la classe ouvrière est dans sa presque totalité indifférente à la constitution d'une « Petite Europe » ou d'un super-Etat bourgeois, comme l'on voudra. Ceux qui font habituellement les frais de tout ont compris qu'ils n'avaient aucune amélioration valable à attendre de cela.

Un Etat européen leur laisserait l'exploitation tel qu'ils la subissent en ce moment, avec pour le moins les mêmes risques et les mêmes servitudes.

L'internationalisme des travailleurs et l'Etat européen des bourgeois sont deux choses bien différentes.

Le premier vise à l'émancipation complète et définitive des travailleurs de tous les pays. Ce qui implique la disparition du patronat et des détenteurs toujours privilégiés du pouvoir.

L'Etat européen que nous proposons les hommes au pouvoir, en admettant qu'il parviennent à le faire, serait uniquement destiné à protéger et à perpétuer l'exploitation de la classe laborieuse par la classe privilégiée.

En utilisant pour cela le vote tel qu'il se pratique en France, ils ne feraient que généraliser la duperie dont sont victimes actuellement bon nombre de travailleurs.

Peu importe la comédie qui se joue, si mal d'ailleurs, du moment que la classe ouvrière n'abandonne pas ses saines aspirations internationalistes.

Il faut bien se pénétrer de l'idée que l'internationalisme est lié à la lutte de classe et que celle-ci ne prendra fin que lorsque la dernière initiative aura été prise par l'ensemble des travailleurs associés.

L. BLANCHARD.

### MAYER, l'homme des banques prépare la place du fascisme

Les financiers et tous les réactionnaires nagent dans l'euphorie : René Mayer est président du Conseil. Cet homme dont les socialistes louaient le « républicanisme » est en effet des leurs.

#### La carrière financière

Il fait de brillantes études qui l'orientent vers les finances :

19 ans : licencié en droit et en lettres.

25 ans : auditeur au Conseil d'Etat. Il a bientôt des attaches avec les Rothschild.

A 28 ans, au bras de la baronne Edouard de Rothschild il assiste au mariage de sa cousine germaine Claudine Dupont avec le baron James de Rothschild.

A 30 ans, Pierre Laval, valet du groupe Rothschild le nomme chef adjoint de cabinet au ministère des P.T.T. et administrateur du port de Strasbourg.

31 ans : maître des requêtes au Conseil d'Etat et secrétaire général du Conseil supérieur des chemins de fer qui fut de tout temps un fief Rothschild.

A 33 ans, le baron Edouard le prend totalement à son service et le retire de la vie publique. Il le nomme directeur de la banque Rothschild (rue Laffitte) et précepteur du jeune baron Guy.

René Mayer qui est désormais un homme puissant, entre dans son premier

mier conseil d'administration en 1928 à la Compagnie des Chemins de fer du Nord, où il est introduit et présenté le 29 avril 1929 par le baron Edouard lui-même.

De 1928 à 1940 Mayer représente la banque Rothschild dans 35 sociétés de toute nature, mais principalement dans les affaires de transport et d'électricité.

#### La carrière politique

Après avoir porté son appui à Giraud pendant la guerre, on le retrouve ministre des Travaux publics dans le gouvernement provisoire de Libération. Non élu en 1945 en Charente-Maritime, il devient l'an suivant député de Constantine dont il représente depuis lors tous les gros colons français.

Il fut très souvent ministre depuis, sauf pendant le ministère Queuille, période qui démontre clairement que Mayer est :

#### L'homme de l'Amérique

Il n'était pas compris dans la combinaison politique du 11 septembre 1948 au 5 octobre 1949.

Un porte-parole de l'ambassade des U.S.A. à Paris vint alors inviter Queuille à prendre Mayer comme ministre des Finances.

Queuille refusa de céder à cette pression étrangère.

Il est aussi d'autres faits troublants :

Le projet de loi sur le Pacte Atlantique a été rapporté par Mayer.

Il a défendu le pool charbonnier (le groupe Rothschild et son cousin le groupe Lazard doivent contrôler ce pool).

Il est frappant de constater comme cette ligne politique est voisine de celle du département d'Etat de Washington. Mayer après Washington est devenu le défenseur, sinon le promoteur, de tous les pool économique-politiques...

Cet homme, président du Conseil aujourd'hui, espère soumettre le sort de la classe ouvrière aux prétentions de la banque internationale à coups de décrets-lois.

La colère populaire doit l'en empêcher.

### LE R.P.F. impose avec les radicaux son principe d'une armée nationale fasciste

La séance d'investiture de René Mayer a été dominée par la politique étrangère. Il s'agissait de l'armée européenne, autour de laquelle s'était nouée et s'est dénouée la crise ministérielle.

Est-ce que cette question a été pour cela définitivement éclaircie par les politiciens du gouvernement ? Tout au contraire, cette question reste très embrouillée, comme le prouvera la suite de cet article. Dès le départ, la séance d'investiture a été bien étonnante puisqu'elle a réuni dans une même majorité des gens ayant adopté dans ce domaine des positions absolument contradictoires.

Cependant, il apparaît qu'il y a eu un net progrès des thèses gaullistes. Ce sont les M.R.P. qui, en donnant l'investiture à Mayer, se sont inclinés devant l'ultimatum de la « bande à Soustelle ».

Il est vrai que Mayer n'a pas très bien précisé son programme. Cependant il a admis deux points qui pratiquement mettent le traité de Paris en grand danger : « La définition préalable du statut de la Sarre doit précéder la ratification des accords de Bonn et du traité de Paris ; d'autre part, le nouveau gouvernement n'engagera pas son existence pour obtenir cette ratification. Ainsi celle-ci est pratiquement ajournée sine die. Les réactions d'une partie de la droite méritent une analyse. »

Le Figaro, dans un article du Général Bethouard (10-11 janvier 1953), se déclare partisan du projet d'armée européenne, condamne la position gaulliste et reprend les déclarations de Juin qui aurait dit :

(Suite page 2, col. 4.)

## A Bordeaux, dans le procès des assassins d'Oradour c'est le nazisme que l'on veut acquitter

MAIS que veulent donc cette presse et cette partie de l'opinion (comme ils disent) pour mener autant d'agitation autour du procès des assassins des habitants d'Oradour, le 10 juin 1944 ?

Il serait bien facile pour nous, en tant que révolutionnaires, de se placer sur le plan de notre jugement général des sociétés et de se désintéresser de ce procès, de ce crime qui ne sont que les produits de ces sociétés. Il nous serait facile de contester, purement et simplement, le droit à la démocratie de juger alors qu'elle commet ce crime ailleurs, en Corée, en Indochine, en Tunisie, en Algérie, au Maroc. Mais cela ne changerait rien au fait. Et puis, si la guerre représente le plus odieux des crimes, il faut admettre tout de même des degrés dans l'horreur de l'assassinat, qui ne peuvent être dépassés avec la justification stupide des raisons de la guerre.

Il y a, d'autre part, autour de ce procès et des accusés, innocents ou non, et dont se moque éperdument la bourgeoisie, une campagne entreprise. Il nous importe de prévenir l'opinion de la classe ouvrière sur les mystifications de cette campagne politique crapuleuse.

Dans ce procès, douze Alsaciens sont inculpés. Douze Alsaciens appartenant à la division « Das Reich ». Si nous comprenons bien on ne veut pas qu'ils le soient. Pourquoi ? Il y va, paraît-il, de l'honneur de l'Alsace ? Eh bien ! quand on a pris connaissance des arguments « des défenseurs de l'honneur de l'Alsace » on n'est pas d'accord. Cette défense nous paraît cacher une autre défense. Une autre chose que l'on abrite derrière le paravent de l'honneur alsacien.

Les redresseurs de torts, et parmi ceux-ci il faut signaler particulièrement « Franc-Tireur », toujours du mauvais côté et qui, à nouveau, en voulant forcer la note donnée par le chef d'orchestre, s'est montré odieux en publiant les photographies de quatre des Alsaciens, présumés coupables, le sourire aux lèvres, les redresseurs de torts ont trouvés à l'appui de leur argumentation, l'ineptie de la loi du 15 septembre 1948 sur laquelle doit se baser le procès de Bordeaux.

Dans toute la presse des extraits

sont reproduits et la conclusion est toujours identique : C'est une loi nazie puisque la responsabilité collective est retenue.

Il s'agit de lire comme il faut cette loi, de lire attentivement les reproches qui lui sont faits pour comprendre qu'il est question dans cette campagne d'agitation de l'opinion, encore une fois, non pas d'une remise en cause, dans le sens de la justice, de l'objectivité, d'une loi, ce qui serait parfait et dans le bon fonctionnement d'une démocratie, mais d'une remise en cause dans un but inavouable.

Cette loi votée à l'unanimité par les deux assemblées parlementaires française personne jusqu'à ces derniers temps n'en a critiqué le principe, tant il semblait évident que le crime de guerre commis en groupe ne devait échapper au châtiment. Déjà, en remarquant ce fait, il nous semble étonnant que nos législateurs reviennent sur une loi qu'ils ont décrétée. Ce n'est pas dans leurs habitudes, surtout publiquement et avec l'approbation de leurs électeurs.

Les raisons données pour l'abrogation que l'on veut à tout prix, de cette loi, sont fausses. Cette loi n'établit pas, comme on le fait remarquer, la responsabilité collec-

tive, mais une présomption collective de responsabilité, ce qui n'est pas la même chose. La malhonnêteté « des chargés de l'information du public » pour cette campagne se découvre ici. L'article premier de cette loi déclare :

« Lorsqu'un des crimes prévus par l'ordonnance du 28 août 1944 sur la répression des crimes de guerre est imputable à l'action collective d'une formation ou d'un groupe faisant partie d'une organisation déclarée criminelle par le tribunal militaire international, tous les individus appartenant à cette formation ou à ce groupe peuvent être considérés comme co-auteurs, à moins qu'ils n'appellent la preuve de leur incorporation forcée et de leur non-participation au crime. »

Lisons bien la dernière partie de l'article premier : « Les individus... peuvent... » Ce qui ne donne pas un caractère automatique à cette loi. Ensuite le texte précise : « à moins qu'ils n'appellent la preuve de leur incorporation forcée... » Toutes les possibilités de défense individuelle sont donc garanties. Ainsi donc, si les Alsaciens comme les Allemands apportent la preuve de leur innocence l'acquiescement

leur sera assuré obligatoirement.

On peut toujours objecter que la lettre et l'esprit de cette loi peuvent ne pas être respectés, mais quelle est la loi dans cette condition qui est respectée ?

Bien loin de nous la pensée de justifier une loi bourgeoise qui n'est jamais objective, l'intérêt de classe étant toujours calculé dans son élaboration, mais il était important de se mettre sur le plan de la législation de notre société pour dénoncer les faux de la campagne entreprise et dont le but est de fausser le procès.

Le procès faussé permettra de laisser planer un doute sur le verdict. Les nazis bénéficieront de ce doute et l'important pour la bourgeoisie, ce n'est pas le bénéfice en faveur des soldats allemands accusés à Bordeaux, mais celui des officiers nazis en liberté qui collaborent avec les armées alliées comme le général Guderian. Les rapports entre l'Allemagne d'Adenauer, très susceptible et les autres pays de la coalition atlantique ne doivent pas, en outre, être gênés par une nouvelle condamnation formelle de l'Allemagne nazie.

René LUSTRE.  
(Suite page 4, col. 6.)

## AMIS, FIDÈLES LECTEURS : Abonnez-vous !

La réaction se renforce. La voix du LIBERTAIRE, seule aujourd'hui à clamer la vérité, à combattre pour la justice et la liberté, est bien faible.

Vous avez un moyen de l'aider puissamment, un moyen qui ne vous coûtera rien : c'est de vous abonner ! Car, en vous abonnant, vous ferez rentrer dans la caisse du Lib. le prix intégral du journal, vous éviterez à l'administration tous les frais qu'impose la vente au numéro.

Savez-vous que 1.000 abonnés de plus assureront définitivement l'existence du « Lib » ? D'autre part, afin de rationaliser sa distribution, le Lib. a revu ses listes de distribution : la répartition dans les kiosques est donc modifiée : suppression des très petits dépôts au bénéfice des plus importants. C'est la dernière semaine où vous êtes sûrs de trouver votre Libertaire chez votre marchand habituel. ABONNEZ-VOUS !

6 mois : 500 francs — 1 an : 1.000 francs

Abonnez-vous Abonnez vos amis, abonnez un lecteur possible... et vous aiderez le Libertaire à tenir, à poursuivre son combat, à s'améliorer, à être le seul journal révolutionnaire digne de ses tâches.

Veuillez remplir la formule d'abonnement incluse page 4.

LE COMITE NATIONAL.

LIB





## RÉFLEXES DU PASSANT

## Les roubleurs

proprement frauduleusement les roubles qu'ils rencontrent sous forme de fourrures, éoleries, champagne, fins lauriers, etc. Or, ils ont trouvé un système (tenu secret) qui leur permet de transmuter ces objets en roubles. Là est le drame. Car les plus grands spécialistes soviétiques en la matière, convoqués d'urgence en séances plénières, ont reconnu qu'ils étaient incapables d'élucider ce mystère. On les a donc immédiatement arrêtés, passés en jugement et exécutés, après avoir enregistré leurs aveux.

En attendant le mal demeure et on se perd en conjectures sur le fait de savoir comment il est possible d'utiliser, en société socialiste, les mêmes et délictueux procédés qui font la honte — et provoqueront l'écroulement — du régime capitaliste.

On achète à Moscou, on revend à Tiflis, on combine, on fait des affaires, on entasse des fortunes qui permettent de se payer du bon temps dans les boîtes de nuit et autres lieux essentiellement communistes. Et le tort que subit la collectivité est très grave.

En effet, les vedettes de la danse et de la politique, les grands directeurs, les grands médecins, les grands chanteurs, les grands généraux et les chefs géniaux se voient forcés de payer beaucoup plus cher les articles courants : manteaux de chinchilla ou de zibeline, jweed anglais, champagne, bijoux, etc.

Que faire ? Anxieux nous attendons la nouvelle purge. La vraie. Celle qui débarrassera ce pays de tous les roubleurs. Jusque et y compris, le grand, le génial roubleur.

OLIVE.

## Le ministre et ses deux ânes

DONC, M. Marcellin, l'ineffable ministre de l'Information, celui d'avant le ministère Mayer, rouillait le verbe « dormir » est un verbe noble et ne peut être employé en un tel cas) pendant un récent débat à la Chambre sur la radio.

Une interpellatrice lui demanda, dans le cours de l'après-midi :

— Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures » ?

M. Marcellin rouillait, rouillait... L'interpellatrice l'interpella de plus belle, haussant la voix.

— Pourquoi avez-vous supprimé l'émission « Rendez-vous à cinq heures » ?

M. Marcellin rêvait, sans doute, follement ; il se révéla lentement et fort mal, entendit : « ...rendez-vous à cinq heures », se précipita sur son micro qu'il prit pour un téléphone :

— Allo, allo !... Excusez-moi, chère Madame... Mais il n'est encore que 5 heures moins cinq... J'arrive ! J'ai encore le temps !

Ce Marcellin, dont la célébrité est assez particulière, avait pour principal collaborateur un M. Martin, que l'on aurait pu croire suscité par une providence ironique, non seulement à cause de son nom mais aussi de ce qui, dit-on partout à la radio, caractérisait sa carrière : il fut exclu de la police pour « INCAPACITÉ » ! C'est tout dire !

Il y avait aussi, dans les services de M. Marcellin, un pâtissier nommé Baudet...

Décidément, tout est harmonieux en ce bas monde.

## BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

## Une tâche urgente à entreprendre : Regrouper la « Gauche écartelée »

Le Rassemblement, journal du R.P.F., publie une suite d'articles sur « les forces politiques à l'Université ». Le 25 décembre, on en était à la « Gauche écartelée ». Jean Kosck, qui mène l'enquête, aménagea aux membres de la F.A. une large place au sein de cette gauche « qui, anarchique par nature, a une incapacité congénitale à s'organiser ».

C'est méchant ! Notre journaliste n'est pas très sérieux d'ailleurs, car il avoue « qu'il est impossible de situer la gauche sans risque d'erreur » et, partant de là, il mélange à souhait « chrétiens progressistes de l'U.C.P., progressistes laïques neutralistes de l'observateur et titistes des brigades anarchistes du Libertaire »...

Oui, vous avez bien lu... Quelle salade ! Notre homme n'a jamais ouvert le Lib., car il saurait que nous avons toujours été opposés à Tito et que les quelques anars qui sont allés en Yougoslavie n'en sont pas revenus particulièrement enchantés !

Plus loin, nous lisons : « Les anarchistes remuants, il y a deux ans à Clermont-Ferrand, ont depuis disparu ». Non, Monsieur, ils n'ont pas disparu, vous les entendrez bientôt. Il est vrai qu'en ce moment, dans cette ville, les R.P.F. brillent aussi par leur absence.

Et Kosck accommode sa salade à la sauce stalinienne : « Les staliens, dit-il, n'ont pas réussi malgré leurs efforts, à l'embrigader (la gauche écartelée). Mais ils n'en ont pas moins maintenu une pernicieuse emprise sur

révolutionnaire de la F.A. qui regroupe et organise au côté des ouvriers les meilleurs des camarades de la « gauche écartelée ».

Michel MALLA.

— Amis de la Bataille de l'Enseignement,

Ecrivez-nous : 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

Plus nous serons nombreux à collaborer à cette rubrique, plus elle sera vivante.

ERRATUM. — Dans la « Bataille de l'Enseignement » du n° 342, un sous-titre à malencontreusement été oublié, rendant la fin du texte incompréhensible. Ce sous-titre est : « Les syndicalistes de base », il faut le placer entre « C'est leur rôle », et « S'ils ne parlent pas souvent... ».

## Quand « Tito parle » dans le « Figaro »

JUSTE au moment de la rupture des relations diplomatiques entre le Gouvernement de Tito et le Saint-Siège, la feuille de Mauriac commence la publication des souvenirs de Vladimir Dedijer, membre du C.C. du P.C.Y., à travers lesquelles « Tito parle » aux bourgeois et rombières, lecteurs du « Figaro ».

Pour annoncer la publication : le fac-similé d'une lettre que Tito avait adressée à Dedijer en guise d'imprimatur-Nihil obstat et bénédiction... En dessous : la « traduction » française. Pour montrer « l'honnêteté journalistique » du « Figaro », nous pourrions citer plusieurs phrases « librement » traduites. Voici un exemple : là où le « Figaro » parle de « cette vie (celle de Tito) si difficile », Tito dit : « Cette vie — d'APRES CE LIVRE — si difficile... ». Il y a quand même une nuance ! On nous trouvera, peut-être, bien pointilleux. Eh bien ! ça nous fait tout simplement penser que le reste du « témoignage » sera aussi « arrangé ». Et tout cela, pour la somme modique de 3 millions, nous dit-on, versés par l'Ambassade titiste pour la publication. On est bien servi à peu de frais. On en reparlera.

## ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

## Peut-on guérir la tuberculose ?

## Réponse à M. Paul Reboux

IL y a soixante-dix ans aujourd'hui, après la découverte d'un bacille auquel le savant allemand Kock donna son nom, les médecins étaient complètement désarmés devant un mal terrible, à l'issue presque toujours mortelle, et dont on ignorait les causes.

La ptisie ou « langueur » devint la tuberculose et l'espoir semblait permis de combattre le fléau avec succès. Enfin le mal était identifié ; donc, on devait le vaincre. C'était mal connaître la nature particulière du bacille de Kock. L'avènement du siècle pasteurien devait conduire à lui appliquer les mêmes principes qui s'appliquaient à la nature des autres microbes. Tous les sérum employés conduisirent à l'échec. La découverte des sulfamides en 1934, puis l'emploi de la pénicilline suscitèrent de vastes espoirs qui, à leur tour, s'avèrent sans portée. Cela tient à la nature spécifique des bâtonnets. Ceux-ci sont enveloppés par une carapace cireuse et offrent de ce fait une résistance incomparable. D'autre part, si le bacille se manifeste à découvert, au début de la maladie, il se retranche au cours de la progression dans des points de l'organisme difficiles à atteindre.

Certaines substances détruisent la carapace du microbe ; l'acide sulfurique, par exemple. Mais il est impossible de verser de l'acide sulfurique dans l'organisme. Nous sommes en présence d'un phénomène facile à illustrer par un exemple de la vie courante. Soit un aviculteur dont l'élevage est décimé par les rats. Il lui est impossible d'utiliser cette pâte dite « Mort-aux-Rats », à base d'arsenic ou de strychnine, car il détruirait en même temps son élevage. Voici notre éleveur contraint de choisir une substance inoffensive aux volailles et en même temps capable d'empoisonner les rongeurs.

Ce choix, facile dans le cas de l'éleveur, est autrement plus délicat pour le médecin qui cherche à tuer le bacille de Kock sans léser l'organisme. Cette habitude du bacille de se retrancher dans des lieux inaccessibles, jointe à la nature spéciale de sa carapace, semble donc être responsable de son extraordinaire capacité de résistance.

L'engouement du public, généralement mal informé des problèmes particuliers de la tuberculose, expose à chaque découverte d'un produit nouveau. C'était le cas hier pour la streptomycine ; ça l'est aujourd'hui pour le Rimifon. En effet, les Américains, en 1946, annonçaient un « remède miracle » : la streptomycine, qui stoppait la tuberculose. La streptomycine, découverte en 1943, est aujourd'hui couramment employée dans le traitement de certaines formes de tuberculose, et en particulier dans la méningite. Cependant, malgré des résultats encourageants, un écueil attendait le corps médical : la faculté que possède le microbe de s'adapter au médicament. Le microbe devient résistant, un peu comme s'il était vacciné et, fait grave, il transmet héréditairement sa résistance. On peut dire aujourd'hui que tous les descendants de microbes résistants ont acquis de façon stable cette propriété. Ce qui explique pourquoi la courbe des résultats, après une foudroyante montée, baisse lentement, mais inexorablement. Il s'agit maintenant de porter des coups au bacille de Kock avec des substances neuves, pour lesquelles le microbe se trouve encore désarmé. Dans l'arsenal au service de cette guerre sainte, les thiois-micarbasones apportent un concours

d'autant plus précieux qu'ils entraînent l'apparition d'aucune accoutumance. Est-ce à dire que la tuberculose soit vaincue et que demain nous allons pouvoir vider les sanas ? Non ! Un pourcentage trop important (environ 20 pour 100) de microbes reste insensible à l'action du tibione. D'autre part, il faut tenir compte du caractère spécial de l'évolution de la maladie. On ne peut pas déloger les microbes qui, ayant échappé à une destruction massive, se sont dissimulés puis regroupés dans les endroits les plus difficiles à atteindre.

Dans l'état actuel de la science, la lutte est devenue relativement aisée et efficace en cas d'attaque massive, mais elle devient excessivement longue et délicate quand le mal est stabilisé. Fait paradoxal : les tuberculoses les plus graves (méningite, etc.) sont plus faciles à guérir que la tuberculose commune à évolution lente. Mais il semble que de nouvelles possibilités soient prochainement offertes, grâce, notamment, au P.A.S. intraveineux. 30 pour 100 des cas ont amené une guérison complète des tuberculoses récentes avec excavations. C'est là un point d'autant plus important qu'il s'applique à une forme de tuberculose envers laquelle les médicaments étaient à peu près impuissants. Et voici maintenant qu'un nouveau remède connaît une publicité analogue à celle qui accompagna les débuts de la streptomycine : le Rimifon.

Ce produit, qui possède une activité bactériostatique appréciable, semble assez dépourvu de toxicité pour être essayé pour la première fois en thérapeutique humaine à l'hôpital de Seaview. Les malades choisis étaient dans des cas désespérés qui ne relevaient plus de la thérapeutique ordinaire. J'attire tout particulièrement l'attention sur le fait que ces malades étaient tous volontaires, car il est courant que ceux-là mêmes qui protestent contre la lenteur de la médecine soient les premiers à s'indigner que les malades des hôpitaux sont traités en cobayes. Quinze jours après l'expérience, on constatait : cessation de la toux, température normale, regain de poids et d'appétit. D'autres expériences furent immédiatement tentées. Ceci sans attendre une pression publique. D'ailleurs le public ignore les débuts de l'expérience. Ce n'est que lorsqu'une indiscret fut commis que le New York Times tira des manchettes sensationnelles. Le premier article sérieux devait paraître au mois d'avril dans la Revue Américaine de Tuberculose. En France comme à l'étranger, les journalistes en mal de copie à sensation ont alerté le public sur des faits certes encourageants, mais secondaires, laissant dans l'ombre le côté véritablement profond d'un problème qu'on ne peut raisonnablement pas demander à un journaliste de connaître dans ses détails. C'est d'ailleurs le propre du journaliste de parler de ce qu'il ignore, pour la raison très simple qu'il ne peut tout apprendre et qu'il doit traiter de tout cependant.

L'action du Rimifon s'exerce sur les symptômes tels que la cessation de la toux, etc., mais aucune régression capitale des cavités n'a pu être constatée aux rayons X. De plus, le prototype d'action du Rimifon reste à découvrir. Il agit, d'accord ! Mais comment ? Comme le tibione, le P.A.S. et la streptomycine. Stoppe-t-il la prolifération du microbe sans le détruire, ou bien est-il le premier remède qui ait percé la coque des bâtonnets ? Nous ne le savons pas encore. Enfin, l'emploi trop récent du Rimifon ne permet pas de connaître si le microbe s'organise contre lui. La leçon des autres remèdes incite à la prudence, et une vulgaire connaissance de base interdit de crier au miracle. Ne l'ou-

blions pas, les symptômes peuvent disparaître si les bacilles se retranchent dans certaines parties difficiles à atteindre. Cela ne signifie pas que le mal soit vaincu.

\*

En vérité, le problème de la tuberculose est si complexe qu'il devient douloureux dans ses multiples incidences. Paul Reboux rappelle fort justement l'importance du terrain. Sait-il que les motocyclistes sont pratiquement immunisés du fait de ce fameux bol d'air que procure leur pratique ? Or, un décret du 4 février 1952 supprime les importations de machines étrangères. Le marché ne pouvant répondre à la demande, un grand nombre de jeunes seront privés d'une excellente cure préventive par ailleurs très agréable. Ceci pour illustrer toute la complexité d'un problème qui aboutit sans cesse au social. Le décret du 4 février 1952 est la conséquence logique du manque de devises.

Le remplacement des taudis par des maisons saines, où le soleil pénétrerait à flots, la construction de stades et de piscines ne pourront se faire que contre une politique de guerre. Voilà le problème. Il y entre même des questions de morale. La fréquentation des camps de nudisme compte parmi des moyens préventifs sérieux. Mais le nudisme est considéré comme une licence des mœurs. Eh bien, Monsieur Reboux, vous avez là un vaste et magnifique champ d'action. Employez-y votre talent. Laissez donc les médecins qui n'ont pas renoncé à leur état se débrouiller avec le 4-acétyl-aminoben-zaldéhyde, etc. La chimie est leur compétence. Vous, de même que jadis vous fites campagne pour la limitation des naissances, agissez votre plume contre les marchands de fausse vertu, les boutonneux et les vieilles filles qui traînent leurs complexes et fondent une morale idiote qui s'oppose aux pratiques aptes à donner au corps humain sa pleine mesure de vitalité débordante. Faites discernar dans le mécanisme de la société capitaliste les rouages qui s'opposent à la construction de stades et de sanas parfaitement outillés. Et soyez certains que ceux-là mêmes qui vivent de la tuber-

culose ne pourraient plus avoir intérêt à s'opposer à l'accélération de la recherche scientifique dans une société où l'argent aurait moins de valeur que la santé du corps et de l'esprit. Des tâches vous appellent, bien autrement grandioses que votre soutien à une smala de soi-disant guérisseurs qui crévent de peur qu'une découverte ne puisse leur permettre de continuer à spéculer sur les cadavres tout proches de leurs clients moribonds. Pour un guérisseur exerçant avec l'amour de son art, combien de fortunes scandaleuses ?

Guy ALLAIRE.

## LES SOLDATS AMÉRICAINS ne marchent plus pour la sale guerre

Le général Mc Auliffe, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre des Etats-Unis, a déclaré au cours d'une conférence de presse que 46.000 soldats américains ont déserté depuis le début de la guerre en Corée. 35.000 d'entre eux ont été repris ou se sont présentés d'eux-mêmes aux autorités. Pour toutes les armes, armée

de terre, aviation, marine et fusiliers marins, le nombre total des déserteurs non repris s'élève à 13.400. Encore, ce chiffre ne comprend-il que les hommes classés comme déserteurs et non ceux considérés comme absents sans permission.

Les armées américaines ont toujours connu cet état de choses. Ces désér-

teurs sont-ils des déserteurs idéologiques ? A part quelques exceptions de transfuges qui ont passé dans le camp stalinien, il est beaucoup plus probable qu'un fait qui se produisit en Italie se renouvelle en Corée.

Pendant la campagne et l'occupation de l'Italie, c'est-à-dire entre 1941 et 1946, il y eut des maquis de déserteurs américains en nombre considérable. Ces maquis se constituaient dans les montagnes et l'Etat-Major U.S. dut à plusieurs reprises entreprendre de véritables expéditions contre eux. Le dernier de ces maquis ne fut réduit qu'au cours de l'année 1946.

La seule idéologie de ces déserteurs consistait en ce qu'ils ne ressentait aucune raison de se battre, parce que la guerre revêtait à leurs yeux un aspect différent de ce qu'ils en avaient imaginé en s'engageant. Mieux valait pour eux piller et vivre dans la débâche sans risque, que de tuer, piller et violer en risquant la mort et en subissant les privations de la guerre.

La chose est actuellement en train de se reproduire en Corée. Elle prouve que les engagés de Corée ne sont pas partis, dans leur ensemble, pour aller faire une sorte de croisade contre le stalinisme, mais pour les mêmes raisons qui poussent des Français à s'engager pour l'Indochine. L'attrait de l'aventure, du gain, du pillage, du viol et de tous les plaisirs communs aux soldards.

La désertion intervient lorsque ces plaisirs sont dépassés par les inconvénients auxquels cas seule la peur d'être fusillés retient les soldats qui ne savent plus alors pourquoi ils se battent. Le capitalisme ne peut plus réussir à insulser le feu sacré de la guerre dans l'âme de ses guerriers : c'est un signe de sa dégénérescence et de son agonie.

## GALA de « Solidaridad Obrera »

Nos camarades espagnols nous prient de vous informer qu'ils organisent le 27 mars 1953 le grand gala de la « Soli » où, comme chaque année, se retrouvent fraternellement unis autour du vaillant journal espagnol, tous les camarades anarchistes.

Nous y serons nombreux.

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>. F. ROCHON, imprimeur.

LE 28 FÉVRIER 1953

\*\*\*\*\*

## Une grande soirée

★ libertaire ★

Tel sera le spectacle qui vous sera offert

par le Comité Régional de la Fédération Anarchiste

\*\*\*\*\*

## UN BAL DE NUIT

suivre cette soirée qui vous divertira, vous enchantera jusqu'à l'aube

ORCHESTRE AU-DESSUS DE TOUT ÉLOGE

★ Retenez bien cette date ★  
le 28 Février 1953 ★

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) C.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande



# CULTURE & REVOLUTION

## PROBLÈMES ESSENTIELS

### L'évolution démographique et les problèmes internationaux

## III. - LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE DE L'U.R.S.S.

LORSQUE éclata la révolution d'Octobre, la société russe avait atteint ayant ébranlé les fondements du régime, avait brusquement porté son paroxysme de crise. Crise politique, sociale et économique qui, le peuple russe à l'avant-garde de la lutte pour la libération de l'homme, au cours de la trentaine d'années qui précéderont 1917. La conscience révolutionnaire s'était alors attaquée souvent d'une manière plus violente et plus pratique que dans les autres pays occidentaux à la structure même du régime capitaliste et notamment à l'autocratie familiale.

La lutte pour l'émancipation familiale (1) apparaissait comme un vecteur non négligeable de la lutte sociale. « Les idées révolutionnaires influèrent tout spécialement sur les femmes et amenèrent une modification fondamentale de leur condition... L'émancipation avait tendance à s'imposer... L'amour libre, d'inconnu devint plus cou-

rant qu'en Occident... Le mouvement féministe se développa en raison même de l'autocratie familiale contre laquelle il s'élevait et l'histoire des mouvements féministes apparaît pleine d'enseignements quant à la révolution qui devait « modifier de fond en comble les rapports légaux, psychologiques et moraux de l'homme et de la femme dans le mariage » (2).

### Les deux tendances de la politique démographique en U.R.S.S.

Partant de cette situation révolutionnaire le gouvernement de Lénine dut répondre aux aspirations russes à une véritable liberté sexuelle et à une complète égalité entre la femme et l'homme. Ce fut la première tendance des bolcheviks qui devait aboutir à consacrer et à étendre largement l'état de fait révolutionnaire auquel avait accédé une partie de la population et à satisfaire les exigences du peuple russe visant à briser tous les cadres de l'ancienne vie sociale pour installer une société libre. Cette tendance, proprement libérale, prédomina dans la première

mière période de l'histoire soviétique, mais ensuite fit peu à peu place à la deuxième tendance, plus nettement démographique, visant hors la libération sexuelle et familiale de la génération révolutionnaire à garantir au pouvoir soviétique un renouvellement, une augmentation de ses ressources en hommes. Cette deuxième tendance qui prédomine depuis 15 ans, est nettement nataliste. Voyons quelles mesures prit l'Etat soviétique pour matérialiser ces deux tendances en deux phases successives de sa politique démographique.

#### PREMIÈRE PHASE :

##### Emancipation révolutionnaire

L'époque du « communisme de guerre » s'ouvre en mobile démographique avec les décrets de décembre 1917 qui ont pour résultat d'instaurer :

- a) la régularisation de l'état civil jusque-là aux mains du clergé ;
- b) la liberté absolue de divorce (chaque époux peut le demander sans justifier d'aucune raison et le divorce est prononcé, même en cas d'opposition de l'un d'eux) ;
- c) l'abolition de l'héritage ;
- d) l'abolition de l'égalité des droits familiaux domestiques de l'homme et de la femme. Ces décrets libérateurs sont complétés, le 20 novembre 1920, par l'autorisation de l'avortement sans avoir à le justifier d'aucune raison, s'il est réalisé par un médecin dans un hôpital d'Etat.

La période de la N.E.P. se traduit sur le plan démographique comme sur tous les autres, par un ralentissement de l'effort révolutionnaire. Certaines formes d'héritage sont admises.

#### DEUXIÈME PHASE :

##### Natalité et restauration de la famille

Certains résultats de cette politique individualiste apparurent cependant inquiétants. En effet, si en 1917 la force démographique du peuple russe était telle que l'on pouvait se fier à lui pour qu'il mette au monde le plus rapidement possible une proportion considérable d'êtres humains (qui seraient facilement marqués par l'idéologie nouvelle et serviraient de contrepois aux masses anciennes) on en vint à craindre, à partir de la période des plans quinquennaux, que l'affaiblissement de l'élan démographique ne vint compromettre tout l'ouvrage.

En effet, un ralentissement très net de la natalité, observable d'abord dans les grandes villes (3), pouvaient laisser craindre que le poids de l'activité économique ne puisse être transmis à de nouvelles générations trop peu nombreuses. La réaction des autorités soviétiques ne se fit pas attendre. Staline donna le signal de la nouvelle politique démographique par son discours du 4 mai 1935 sur « l'homme, le capital le plus précieux ». La « Pravda » enchaîna en ajoutant que « le mariage est la principale affaire dans la vie » et la propagande officielle ne trouva rien de mieux que de prôner le retour aux cadres familiaux de la

qu'il ordonnait, prévoyait une extension de l'aide positive aux femmes enceintes et aux familles nombreuses.

Ces deux préoccupations : les unes restrictives quant à la liberté individuelle, les autres extensives quant à la libération de la femme de ses charges de maternité, furent réalisées de pair dans les années suivantes et cela d'autant plus que la guerre de 1941-45 vint provoquer au sein des peuples soviétiques une saignée de 17 millions d'individus.

La loi du 8 juillet 1944 s'inspire des mêmes préoccupations. Elle envisage d'une part :

- a) Le renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance par l'extension du réseau des institutions et établissements publics prenant en charge la mère puis l'enfant, et aussi par l'intensification de l'aide financière (4), aux mères (subventions à la naissance, allocations mensuelles dont

### L'U.R.S.S. pays de jeunes ?

Il est très difficile de connaître la situation démographique présente de l'U.R.S.S. Les dernières statistiques sur la structure par âge (donnée essentielle pour toute étude démographique) de l'U.R.S.S. remontent à 1939.

A ce moment la population soviétique, comme celle, du reste, de l'Europe orientale, apparaissait comme beaucoup plus jeune que celle des pays d'Europe occidentale. Cela tenait à deux raisons : parce que sa forte natalité entretenait une forte proportion de jeunes et parce que la forte mortalité des adultes et des vieillards réduisait le pourcentage des gens âgés. En 1939, la proportion des sexagénaires ne dépassait pas 6,6 % en U.R.S.S. (7,7 % en Pologne), alors qu'elle est actuellement en France de 16 %. Elle a dû néanmoins augmenter en U.R.S.S. du fait des grosses pertes subies par la population masculine de 18 à 40 ans durant la guerre, et du fait aussi de la baisse de la mortalité normale qui, depuis une douzaine d'années, épargne de plus en plus de vieillards.

Si la proportion d'enfants est vraisemblablement assez élevée en U.R.S.S., par contre, la proportion de gens entre 20 et 60 ans (parmi lesquels se recrutent la plupart des travailleurs) n'est pas sensiblement différente en U.R.S.S. de ce qu'elle est en Europe occidentale. Mais on compte parmi les adultes un pourcentage beaucoup plus élevé d'hommes et de femmes âgés de 20 à 35 ans, période de la vie où l'on a le plus d'enfants et où l'on meurt peu.

L'U.R.S.S. demeure ainsi un pays plus jeune que l'ensemble de ceux de l'Europe occidentale. Cependant le vieillissement de sa population inéluctable ici comme dans le reste du monde, tendra à diminuer l'écart qui le sépare des autres pays d'Europe.

La politique démographique en vigueur lui assure une certaine avance en ce qui concerne le capital le plus précieux qu'est l'homme. Mais on peut se demander si

le montant des unes et des autres augmente avec le nombre d'ordre de chaque enfant, système qui, d'ailleurs, par le jeu de différents barèmes, favorise particulièrement les filles-mères.

Et d'autre part :

- b) Le resserrement des liens du mariage par la suppression du mariage de fait qui unissait un homme et une femme qui cohabitaient de façon suivie, par les difficultés accrues, opposées à tout divorce.
- c) L'institution d'un impôt sur les célibataires, les ménages sans enfant, les ménages ayant une progéniture restreinte.

Il semble que cette politique étroitement nataliste ait porté ses fruits puisque dès novembre 1947 les allocations aux mères de familles nombreuses étaient considérablement réduites, ce qui laisse supposer que l'accroissement de la population est assurée sans qu'il soit nécessaire de le provoquer davantage.

#### Hélène URBAIN.

(A suivre.)

- (1) Voir « Libéraire » nos 341 et 342.
- (2) M. Sicard : Introduction à l'étude de la politique familiale en U.R.S.S. (Sociologie et droit slaves, juin-juillet-août 1946).
- (3) On enregistre dans les cliniques de Moscou en 1934 : 57.000 naissances contre 154.000 avortements, et en 1935 : 70.000 naissances contre 155.000 avortements.
- (4) Sans parler de l'aide honorifique, aussi spectaculaire que grotesque : « Médaille de la maternité », ordre « Gloire de la maternité », titre de « Mère héroïne » (1) aux mères ayant mis au monde et élevé 10 enfants, etc.

un tel résultat n'aurait pu quand même être atteint sans qu'il soit nécessaire d'annuler certaines des plus éclatantes conquêtes de la Révolution, sans restaurer des contraintes familiales que n'ont à envier aucun des pays capitalistes les plus avancés et pour la suppression desquelles ont lutté tant de révolutionnaires.

## L'existentialisme ou la girouette des salauds

leur retour de Vienne, du Congrès pour la Paix, les stalinistes ont invité les membres des cellules du parti et les sympathisants à un compte rendu public au Vélodrome d'hiver à Paris. Jean-Paul Sartre y participait. Il trouva même cela insuffisant puisqu'il adressa au journal « Le Monde » du 1<sup>er</sup> janvier un complément à son rapport du « Vél d'Hiv ».

Quand la lecture de ce long papier est terminée, la réflexion qui nous vient à l'esprit est celle de se demander qui, en réalité, est J.-P. Sartre. Un imbécile ou un fumiste ? Parce qu'il a beau jouer les avertis en nous disant par exemple, qu'il était averti sur ceux qu'il devait rencontrer à Vienne, les « naïvetés » qu'il nous déclare par ailleurs, laisse la question posée.

« Il s'est trouvé des Français, dit Sartre, qui, sans condamner le principe de la colonisation ont voté la même motion que les vietnamiens ». Non, mais, une signification peut bien avoir la Paix pour le colonialisme en guerre pour récupérer ses plantations

La page d'histoire qui s'écrit actuellement au Kenya (comme partout ailleurs en Afrique) n'est pas une page de gloire pour les blancs. Si cette page se termine bientôt dans le sang, ce sera par leur entêtement, leur politique raciste et colonialiste courte vue, axée sur l'assujettissement des peuples indigènes au développement du capitalisme européen.

Le drame du Kenya révèle à l'attention du public anglais par un hebdomadaire à sensation a donné au gouvernement anglais du Kenya, sous le prétexte d'actes terroristes commis par les Mau-mau (actes hautement exagérés par les rapports de la presse) l'occasion de briser une prise de conscience et l'éveil d'une organisation sociale parmi les tribus des Kikouyou.

Mais le problème n'est pas là comme voudrait le laisser entendre une certaine presse colonialiste. Le problème n'est pas dans cette crise récente, mais dans un état de faits qui date de 1895.

En bref, au lieu de répression, il faudrait plutôt rechercher les responsables de cette crise, de cet état de faits, qui n'aurait pas dû exister pendant toutes ces années écoulées et qui montre bien l'inertie et l'indifférence des « civilisateurs » colonialistes en ce qui concerne les problèmes essentiels des peuples indigènes.

#### Comment vivaient les Kikouyou avant l'arrivée des blancs

Bénéficiant de conditions climatiques favorables et d'un sol en grande partie très fertile, les Kikouyou vivaient paisiblement au sein d'une organisation tribale. Chaque tribu vivait séparément, satisfaisant ses besoins immédiats suivant les ressources disponibles. Chaque indigène avait le droit de jouir d'autant de terre qu'il lui était nécessaire pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille — ceci étant possible car la possession de la terre n'était pas basée sur la recherche du profit. Les affaires des tribus étaient réglées par plusieurs Conseils, auxquels chaque indigène pouvait participer.

#### L'arrivée des Anglais et leur « civilisation » (1895)

Quand arrivèrent les Anglais possesseurs d'armes plus puissantes qu'aucune

de celles des indigènes, les choses prirent un cours différent.

Le gouvernement anglais du Kenya prit possession de toutes les « hautes terres » précédemment cultivées par les Kikouyou, les privant d'un seul coup de leur seul moyen de production et d'existence. Les 3 millions d'indigènes (5 millions actuellement) furent mis dans les réserves.

Laissons maintenant parler les chiffres :

Les 4.700 Européens actuels possèdent 5.206.264 acres de terres fertiles qui leur furent données par un bail de 999 ans et qu'ils sont incapables de cultiver (en 1952, 12 % de ces terres sont cultivées). En moyenne, chaque Européen se trouve donc possesseur de 45 hectares.

Les Kikouyou, eux, qui sont en 1952 au nombre de 5 millions, possèdent en moyenne 2,5 hectares de terre plus ou moins fertile (en comptant le désert de Taru qui leur est échu comme réserve).

La densité de population noire a donc monté à 80 ou 500 au km<sup>2</sup>, et ce qui est pire, c'est que certains se trouvent sans terre à cultiver.

Mais là ne se borne pas l'influence civilisatrice des blancs, car quelques noirs conserveraient encore quelque degré d'indépendance.

Le gouvernement prit d'autres mesures :

Chaque Africain de plus de 16 ans doit payer une taxe de 12 shillings (soit 600 francs). Tout possesseur de plus d'une hutte doit payer une autre taxe de 12 shillings par hutte.

Ces impôts à première vue ne sont pas lourds, mais il ne faut pas oublier que l'économie des Kikouyou n'est pas la même que celle des Européens ; justicé, ils ne connaissent pas la propriété ni le gain. Pour trouver l'argent des impôts, il leur faudra travailler pour les Européens (1), le leur feraient ceux qui se sont trouvés sans terre à cultiver, car ils ne peuvent produire sur leur propre sol des cultures rémunératrices telles que le café et le sisal. Le gouvernement le leur interdit. Ainsi, d'implication en implication, d'injustice en injustice, les Kikouyou vont porter tous les fardeaux. Après avoir été dépossédés de leurs terres, il leur faudra aller travailler dans les mines ou dans les fermes des Européens pour payer un impôt sur leurs habitations, et même sur leur personne, non seulement pour eux mais pour toute leur famille !

#### Le gouvernement du Kenya

En 1923, il fut déclaré : « Fondamentalement le Kenya est un territoire africain et le gouvernement de Sa Majesté pense que... les intérêts des indigènes doivent prévaloir lorsqu'il y aura opposition entre ces intérêts et ceux des immigrants. »

En dépit de cette déclaration, l'histoire de la politique envers les indigènes montre que le noir est celui qui supporte toutes les injustices, sociales et économiques, comme d'ailleurs toutes les populations sujettes dans les pays colonisés. Le gouvernement du Kenya comporte un gouverneur, aidé d'un Conseil exécutif et d'un Conseil législatif. Le Conseil exécutif est formé de huit fonctionnaires européens et de quatre membres non officiels. Le Conseil législatif qui élabore les lois et dépend du « Colonial Office », se compose du président (le gouverneur et de vingt membres officiels dont un représentant arabe nommé (pop. arabe 13.000) : onze Européens élus par les résidents blancs pour représenter les intérêts des propriétaires et des commerçants ; cinq indiens élus par la communauté indienne (pop. 45.000) et deux Européens nommés par le gouverneur pour représenter les intérêts de 5 millions d'Africains. Ceux-ci donc avec une population numériquement supérieure n'ont pas de représentant direct au Conseil, et les blancs qui sont 4.700 en ont 12.

Les deux Européens nommés pour représenter les Africains sont ordinairement des missionnaires. Ils ont donc une vue nettement spéciale des intérêts africains. De plus, comme ils sont nommés, les Africains n'ont aucun moyen de pression sur eux pour les faire agir ou plus simplement pour leur faire exprimer leurs désirs.

#### L'éveil des Kikouyou

Lassés de subir tant d'injustice sans avoir aucun recours, les Kikouyou ont réagi. Ils ont formé l'Union Africaine du Kenya, avec Jomo Kenyatta à leur tête.

(1) Le salaire moyen d'un ouvrier noir est de 1 shilling 4 pence, soit à peu près 66 fr. par jour et 20.000 francs par an !

(Suite page 4, col. 1.)



## Lumière de soufre

de Georges ARNAUD

COMME le monde du « Salaire de la peur » ou celui du « Voyage du mauvais larron », le monde de « Lumière de soufre » est sans espoir. Mais avec ce dernier roman, Georges Arnaud nous introduit dans un monde que nous connaissons déjà : celui des bureaucrates, des hommes sans ambition. Pas de mauvais garçon d'opérette ni de « mauvais larron » au cœur tendre. Pas de personnage sympathique et nous ne le regrettons pas. Jean Maussac, le personnage central, est un scribouillard médiocre : déjà préparé par son éducation à devenir un petit bourgeois, il a été définitivement gâché par l'armée et la guerre, les combines commerciales et un « mariage d'argent ». Jean Maussac n'a aucun idéal,

aucun amour, aucune ambition. Ayant découvert un carton peint qu'il croit être un Van Gogh, il cherche à l'identifier. C'est alors que le roman « commence », et que nous commençons à nous poser des questions. Maussac est-il capable d'enthousiasme ? Ses recherches l'amèneront-elles à découvrir une raison de vivre ?

A ces questions qui se posent décousues sans relâche jusqu'aux dernières pages du roman, s'ajoute celle de savoir quelle importance va jouer dans la vie de Maussac une petite tache qu'il s'est découverte sur la langue, tache mystérieuse que Maussac n'identifiera que trop tard...

Georges Arnaud répond à toutes ces questions dans ce style sans apprêts et

sans pudeur qui faisait déjà du « Salaire de la peur » une œuvre qui se prolonge et trouve un écho. Georges Arnaud, s'il est capable de dire crûment des choses crues, est capable aussi d'envoies lyriques touchants jusqu'aux larmes. Il provoque, tour à tour et parfois simultanément, l'intérêt et le dégoût, l'admiration et l'émotion. Il évoque la « lumière de soufre » annoncée par le titre, à la fois en décrivant le Van Gogh supposé et en teignant de cette lumière d'un jaune verdâtre l'atmosphère où vit Jean Maussac. Et c'est justement dans la peinture fidèle de cette atmosphère où baignent la souffrance et la médiocrité, que demeure l'essentiel du livre de Georges Arnaud.

G. AULNOY

## SERVICE DE LIBRAIRIE

### VOUS POUVEZ LIRE...

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco

Actuelles (chronique 44-48) .....	A. Camus .....	370
Réflexions politiques (1932-1952) .....	Benveniste .....	480
Le Breviaire de la haine .....	Poljakov .....	825
L'ère des organisateurs .....	J. Burnham .....	435
La fonction de l'Orgasme .....	W. Reich .....	795
Essai sur la condition ouvrière .....	M. Collinet .....	540
Le démocrate devant l'autorité .....	Bontemps .....	230
Le juif antisémite .....	C. Berneri .....	430

Discours de la servitude volontaire .....	La Boétie .....	330
L'homme révolté .....	A. Camus .....	680
La jeunesse de Lénine .....	B.-O. Wolfe .....	420
Lénine et Trotsky .....	— .....	570
Lénine, Trotsky, Staline .....	— .....	420
Le rôle d'accusé .....	Roger Grenier .....	405
Les Américains .....	L. Trotsky .....	320
K. Marx .....	Collinet .....	580
Esprit du syndicalisme .....	Guarachi .....	495
Le petit monde de Don Camillo .....	G. Greene .....	585
Voyage sans cartes .....	G. Glaser .....	745
Secret et violence .....	F. Renaudeau .....	300
Les Américains .....	— .....	525
Histoire économique et sociale des U.S.A. .....	M. Raphaël .....	255
Le Festival .....	J. Cayrol .....	480
Le feu qui prend .....	D. Rolin .....	420
Les Marais .....	— .....	420

Maguelonne .....	G. Nançay .....	420
Les expériences syndicales internationales .....	G. Lefranc .....	870
Les expériences syndicales en France de 1939-1950 .....	— .....	540
Les deux sœurs .....	D. Rolin .....	420
Scandale aux Abysses .....	M. Hendus .....	380
Les manants du Christ .....	L.-F. Geline .....	780
Le cœur net .....	G. Regler .....	675
Héloïse et Abélard .....	C. Marker .....	420
Bon pied bon œil .....	R. Vaillant .....	210
Coup de barre .....	— .....	330
Barnum .....	J. Malaguis .....	380
Molière en Afrique noire .....	A. Sergeant .....	480
L'art nègre .....	P. Ringal .....	300
Belhel Merryday .....	U. Sinclair .....	295
Du Contrat social .....	J.-J. Rousseau .....	555

Bakomine .....	Kaminsky .....	390
Agassino .....	A. Moravia .....	145
La Tour d'Ezra .....	Koster .....	405
Le Zéro et l'Infini .....	— .....	375
La Lie de la Terre .....	— .....	375
Ravage .....	R. Barjavel .....	150
Marie-Claire .....	M. Audouin .....	150
L'atelier de Marie-Claire .....	— .....	150
Le nain gigantesque .....	Kahler .....	290
Jour de famine et de misère .....	N. Doff .....	210
L'honneur de Pédozigue .....	R. Rabinaux .....	450
Le trimard .....	E. Bachelet .....	250
Les orgues de l'Enfer .....	Molaine .....	330
Le cimetière de Saint-Médard .....	— .....	570
Nucléa .....	H. Pichette .....	420
Qu'une larme dans l'Océan .....	M. Sperber .....	450
Sur les pas de Morell .....	R. Neumann .....	735
Propos subversifs .....	S. Faure .....	325



# Il faut les arracher aux bourgeois

une trahison de la même valeur  
que le crime des nazis. C'est tout  
ce que nous retenons.